COLLECTIVITE: Commune de SEIGNOSSE / Délibération: 05072021 - 13 / P 1 sur 1

Envoyé en préfecture le 15/07/2021 Reçu en préfecture le 15/07/2021

ID: 040-214002966-20210705-DEL1320210507-DE

SEANCE DU 5 JUILLET 2021

DEPARTEMENT

des Landes L'An Deux Mille Vingt et un, le 5 du mois de juillet 2021, à 19 heures,

le conseil municipal, dûment convoqué le mardi 29 juin 2021, s'est

Commune réuni, à la salle de l'étage du Pôle Sportif Et Culturel Maurice de

Ravailhe, sous la présidence de Monsieur Le Maire, Pierre

SEIGNOSSE PECASTAINGS.

> Mesdames, Carine QUINOT, Valérie CASTAING-TONNEAU, Brigitte GLIZE, Marie-Christine GRAZIANI, Bernadette MAYLIE, Martine BACON-CABY, Sylvie CAILLAUX, Juliane VILLACAMPA, Quitterie

Nombre de Conseillers HILDELBERT, Maud RIBERA

En exercice: 27 Messieurs, Pierre PECASTAINGS, Thomas CHARDIN, Pierre VAN DEN

BOOGAERDE, Franck LAMBERT, Alexandre D'INCAU, Marc JOLLY,

Présents: 23 Arnaud FEÏTO, Eric LECERF, Frédéric DARRATS, Thierry DUROU,

Christophe RAILLARD, Rémy MULLER, Alain BUISSON

Absents: 4

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent

Procurations: 3 délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du code

général des collectivités territoriales.

Votants: 26

Absents excusés : Ø

Absents: Adeline MOINDROT

<u>Date d'affichage</u>: Pouvoir:

29 juin 2021 Madame Marie-Astrid ALLAIRE a donné procuration à Madame Sylvie

CAILLAUX

Monsieur Lionel CAMBLANNE a donné procuration à Monsieur Alain

BUISSON

Madame Léa GRANGER a donné procuration à Madame Maud RIBERA

Secrétaire de séance : Martine BACON CABY

Objet: Approbation de la convention d'adhésion pôles retraites et protection sociale 2020-2022

Envoyé en préfecture le 15/07/2021 Recu en préfecture le 15/07/2021



COLLECTIVITE: Commune de SEIGNOSSE / Délibération: 05072021 - 13 / P 1 sur 1

ID: 040-214002966-20210705-DEL1320210507-DE

Le Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Landes a décidé d'approuver une nouvelle convention pôles retraites et protection sociale 2020-2022.

Cette convention, adossée à la convention intervenue entre la Caisse des dépôts et consignations et le Centre de gestion des Landes, intègre toutes les dernières modifications législatives et règlementaires connues à ce jour.

Cette adhésion permet à la commune de bénéficier de l'appui des services du Centre de Gestion des landes qui agit comme intermédiaire avec les organismes pour gérer les dossiers de retraite de ses agents.

D'autre part, il apporte un accompagnement de la gestion de tous les dossiers d'arrêt de travail dans le but d'aider la collectivité à assurer un vrai suivi statutaire et social de ses agents. La commune ayant déjà adhérée à ce service par le biais de la convention 2015-2017, reconduite par avenant pour les années 2018 et 2019, il s'agit ici de renouveler l'adhésion aux mêmes conditions tarifaires.

Les effectifs se situant entre 51 et 100 agents le coût pour la collectivité serait de 1200 € par an.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la convention 2020-2022 d'adhésion aux pôles retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes et annexes 1 à 9,

Considérant la nécessite pour la commune de bénéficier de l'appui des services du centre de gestion des landes qui agit comme intermédiaire avec les organismes pour gérer les dossiers retraite de ses agents et traiter des questions de protection sociale,

Ayant entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide à l'unanimité :

Article 1: d'approuver les termes de la convention ci-annexée concernant l'adhésion aux pôles retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes.

Article 2: d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Et ont signé au registre les membres présents.

Le Maire:

- peut certifier, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans le délai de deux mois à compter



COLLECTIVITE: Commune de SEIGNOSSE / Délibération: 05072021 - 13 / P 1 sur 1

ID: 040-214002966-20210705-DEL1320210507-DE

de sa publication et de sa transmission par le représentant de l'Etat dans le département.

Pour extrait conforme,

Le Maire,

Pierre PECASTAINGS

